

**MAIRIE D'AUZANCES**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**Délibération n° 2026 – 04 en date du 26 Janvier 2026**  
**portant approbation de la modification des statuts**  
**du SIVOM Auzances Bellegarde**

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	0
Votants	12
Exprimés	12
Pour	12
Contre	
Abstentions	

L'an deux mille vingt-six, le vingt-six Janvier à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune d'Auzances, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie d'Auzances, sous la présidence de Madame Françoise SIMON, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 Janvier 2026

**Présents :** Françoise SIMON, Caroline LE CORRE, Leilha BERTHON, Georges DIONNET, Jean-Pol GILBERT, Françoise SUDI GUIRAL, Fabien JAMME, Christine BICHON-MOREL, Serge DESBOUDARD, Christian SCARAMUCCIA, Jean-Pascal HELION, Marie-Claude BOUGNOUX.

**Absents / Excusés :** Chrystelle VAXIVIERE, Delphine DIONNET, Bastien GENDRAUD.

**Pouvoirs :**

**Secrétaire de séance :** Caroline LE CORRE

\*\*\*\*\*

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la modification des statuts du SIVOM Auzances Bellegarde. Ces nouveaux statuts ont été adoptés par le Comité Syndical du SIVOM en date du 19 décembre 2025.

Madame le Maire donne lecture des nouveaux statuts et propose au Conseil Municipal de les approuver.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'approuver les nouveaux statuts du SIVOM Auzances Bellegarde tels qu'ils sont annexés à la présente délibération.

Certifié exécutoire,  
A Auzances, le 26 Janvier 2026  
Le Maire,

**Françoise SIMON.**



Accusé de réception en préfecture  
023-212301303-20260126-2026-04-DE  
Date de télétransmission : 02/02/2026  
Date de réception préfecture : 02/02/2026

# S.I.V.O.M AUZANCES-BELLEGARDE

## STATUTS

### Article 1<sup>er</sup> : COMPOSITION DU SIVOM ET NATURE JURIDIQUE

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple qui regroupe les collectivités suivantes :

- Communes de : Auzances, Bellegarde-en-Marche, Bosroger, Brousse, Bussière-Nouvelle, Champagnat, Chard, Charensat, Charron, Châtelard, Dontreix, La Chaussade, Le Compas, Les Mars, Lioux-Les-Monges, Lupersat, Mainsat, Mautes, Rougnat, Saint-Domet, Saint-Silvain-Bellegarde, Sermur, la Serre-Bussière-Vieille et le Montel-de-Gelat
- Communauté de Communes Marche et Combraille en Aquitaine (en représentation-substitution des communes de Arfeuille-Châtain, Auzances, Bellegarde-en-Marche, Bosroger, Brousse, Bussière-Nouvelle, Champagnat, Chard, Charron, Châtelard, Dontreix, Fontanières, La Chaussade, Le Compas, Les Mars, Lioux-Les-Monges, Lupersat, Mainsat, Mautes, Reterre, Rougnat, Saint-Domet, Saint-Silvain-Bellegarde, Sannat, Sermur, la Serre-Bussière-Vieille, pour la compétence n°1 : Collecte, transfert et traitement des déchets)
- Communauté de Communes du Pays de Saint Eloy (en représentation-substitution de la commune de Charensat, pour la compétence n°1 : Collecte, transfert et traitement des déchets)

est transformé en syndicat mixte à la carte et prend la dénomination SIVOM AUZANCES-BELLEGARDE.

### Article 2 : OBJET

Il exerce les compétences qui lui sont transférées par les collectivités adhérentes telles que définies à l'article 3 des présents statuts.

Toute compétence transférée entraîne le transfert de la maîtrise d'ouvrage dans toutes ses prérogatives au profit du syndicat.

Il réalise également les travaux ou prestations prévus à l'article 4 des présents statuts, qui lui sont commandés ponctuellement. Dans ce cas, il intervient en qualité de prestataire de service.

### **Article 3 : COMPETENCES**

Le Syndicat est habilité à exercer en lieu et place de toutes les collectivités membres les compétences suivantes :

- 1) Collecte, transfert et traitement des déchets
- 2) Fauchage de la voirie communale et rurale
- 3) Débroussaillage de la voirie communale et rurale
- 4) Entretien courant des chaussées de la voirie communale (entretien partiel, bouchage des nids de poules)
- 5) Entretien périodique des chaussées de la voirie communale (Réalisation des enduits bicouches)
- 6) Réfection périodique des chaussées de la voirie communale (reprofilage et enduits)
- 7) Ouvrages d'écoulement des eaux (Entretien des fossés, des saignées, entretien ou remplacement d'aqueducs)
- 8) Entretien et réparation des ouvrages d'art de la voirie communale et rurale (murs de soutènement et ponts)
- 9) Travaux de création de voies nouvelles
- 10) Travaux de construction, réparation et entretien des réseaux d'assainissement
- 11) Entretien courant et partiel de la voirie rurale
- 12) Travaux d'entretien et de réparation des cimetières
- 13) Déneigement et salage de la voirie communale
- 14) Travaux de sécurisation
- 15) Travaux d'aménagement

### **Article 4 : TRAVAUX REALISES EN PRESTATIONS DE SERVICES**

Le Syndicat est habilité à réaliser les travaux prévus à l'article 3 en qualité de prestataire de service pour le compte des collectivités adhérentes restées maître d'ouvrage.

Le Syndicat est habilité à réaliser ces travaux pour le compte de tiers (collectivités non adhérentes, particuliers, entreprises, etc) sous réserve que cette activité reste accessoire par rapport aux activités proposées dans le cadre des compétences.

Chargé des seuls travaux, le Syndicat peut être considéré comme une entreprise intervenant à la demande des collectivités adhérentes et pour leur propre compte.

Ces prestations doivent s'effectuer dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence prévues par le code de la commande publique.

## **Article 5 : TRANSFERT ET RETRAIT DES COMPETENCES OPTIONNELLES**

Le transfert de compétences peut porter sur une ou plusieurs compétence(s) à caractère optionnel, définies à l'article 3, sauf les compétences 9 et 10.

Chaque collectivité adhérente est tenue de transférer au moins une des six premières compétences prises dans la liste figurant à l'article 3.

Chacune des compétences à caractère optionnel ou non est transférée au Syndicat par chaque collectivité membre dans les conditions suivantes :

La délibération portant demande de transfert de la compétence est notifiée par le Maire ou le Président de l'E.P.C.I au Président du Syndicat. Ce transfert devient effectif après acceptation par le comité syndical. Il prendra effet à la date à laquelle la délibération du comité syndical est devenue exécutoire. Le Président du SIVOM en informera la collectivité concernée.

Le retrait d'une ou plusieurs compétence(s) s'effectue selon les mêmes modalités que le transfert.

## **Article 6 : LE SIEGE**

Le siège du syndicat est fixé : 5, Route de Sarcelles à AUZANCES.

Les réunions du comité peuvent se tenir dans chacune des communes adhérentes du Syndicat.

## **Article 7 : ADMINISTRATION**

Le comité syndical qui administre le SIVOM est composé de délégués élus par le conseil municipal ou le conseil communautaire de chaque collectivité membre.

Chaque commune membre est représentée par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants ; chaque E.P.C.I membre est représenté par dix délégués titulaires et dix délégués suppléants. Les délégués suppléants seront appelés à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement d'un ou des délégués titulaires.

Le bureau est composé de 9 membres dont le Président et 3 Vice-Présidents.

## Article 8 : BUDGET

Le SIVOM règle par son budget les dépenses afférentes aux services et aux équipements dont il a décidé la création, et à ceux dont il assure la gestion, et le service de la dette correspondante. Ce budget observe les règles mentionnées au code général des collectivités territoriales.

Les ressources du Syndicat sont constituées, dans le respect de la législation en vigueur, par :

- La contribution des collectivités adhérentes
- Le produit des prestations
- Le produit des subventions et dotations de l'Union européenne, l'Etat, la Région, le Département, et tous autres organismes.
- Les revenus des biens, les taxes et redevances, les dons et legs, les emprunts et toutes recettes légalement constituées.

Dans le cas où les recettes seraient insuffisantes pour couvrir les dépenses, le Syndicat fixe les modalités de répartition des charges entre les collectivités adhérentes.

### La contribution financière :

La contribution des collectivités membres aux dépenses d'administration générale est calculée proportionnellement à l'importance de la population de chaque collectivité membre d'après le dernier recensement connu.

Le Syndicat pourra revoir annuellement une clé de répartition différente.

La contribution des collectivités membres aux dépenses correspondant aux compétences transférées est fixée proportionnellement aux critères définis comme suit :

Compétence n°1 : sera couvert par les contributions des Communautés de Communes

Compétences n°2 et 3 : longueur de la voirie définie par la collectivité membre

Compétence n°4 : au temps passé et aux fournitures et matériaux fournis

Compétences n° 5 et 6 : au m<sup>2</sup> de travaux réalisés

Les travaux effectués en prestations de services, conformément aux dispositions de l'article 4, sont réglés suivant des devis établis par le SIVOM.

### **Article 9 : COMPTABLE**

Les fonctions de comptable du SIVOM seront exercées par le Service de Gestion Comptable (S.G.C) d'Aubusson

### **Article 10 : ADHESION DE NOUVELLES COMMUNES OU E.P.C.I**

En application du code général des collectivités territoriales, toute commune ou E.P.C.I qui le demandera pourra par la suite, et à tout moment, adhérer au SIVOM sous réserve de l'acceptation par ce dernier et par les collectivités adhérentes.

Le retrait d'une commune ou d'un E.P.C.I interviendra dans les mêmes conditions.

### **Article 11 : DUREE ET DISSOLUTION**

Le syndicat est institué sans limitation de durée.

Il pourra être dissous dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Accusé de réception en préfecture  
023-212301303-20260126-2026-04-DE  
Date de télétransmission : 02/02/2026  
Date de réception préfecture : 02/02/2026